



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire

page 4 :

QUELS INTERETS DEFENDENT
LES MARABOUTS ?

page 6 :

Congo, Niger :
EN BREF D'AFRIQUE...

page 7 :

QUAND TOMBALBAYE VEUT
SE DONNER DES APPUIS

page 8 :

COMBATTRE L'INFAMIE RACISTE !

page 9 :

Pour posséder les richesses
du sous-sol : EXPROPRIER
LES TRUSTS CAPITALISTES !

page 11 :

Les locataires du 49 à la
préfecture :
ASSEZ DE PROMESSES !

prix: 1 Franc

N° 11 — 17 décembre 1973

Pendant que
fonctionnaires et
dioulas
s'enrichissent

LA FAMINE
MENACE TOUJOURS
LES PAYSANS PAUVRES

La chute de quelques pluies à la saison des pluies est arrivée trop tard pour changer la situation dans les campagnes où la menace de famine n'est pas écartée. La pluie était tombée au début de l'année à Gudimaka, à Kaïdi, à Selibaby dans le sud de la Mauritanie, mais elle s'est complètement arrêtée depuis. Avec du matériel agricole correct, les paysans auraient pu s'en sortir cette année ; mais que pouvaient-ils faire avec la seule daba et la hache ? Même une année où la pluie est normale, avec la sueur de son front et sa daba, le paysan pauvre s'en sort de justesse. Il y a de quoi manger, payer les impôts, mais il n'y a pas assez pour constituer des réserves.

Mais une année où les pluies ne sont pas venues à temps, c'est la catastrophe. Pour des milliers de bouches à nourrir, le seul espoir est les maigres sommes que nous renvoyons au pays.

A Bakel, à Matama, à Kidira, au Sénégal oriental, la situation n'est pas meilleure. Pourtant, les terres de Bakel ou de Matama sont riches ; les crues du Sénégal permettent deux cultures par an. Après la saison des pluies, on peut encore semer du maïs, planter des patates douces. Mais ces terres riches sont parasitées par des propriétaires terriens, par d'anciens féodaux, par des marabouts et par des grands commerçants. C'est eux qui possèdent les meilleures terres. Les paysans pauvres sont souvent contraints à en louer, mais il faut alors qu'ils abandonnent une partie de leurs récoltes, fruit de leur travail, aux parasites qui possèdent la terre. Les paysans pauvres de ces régions peuvent donc tirer un peu plus de la terre que ceux des régions plus arides, même cette année de sécheresse. Mais le peu qu'ils récoltent en plus leur est volé par les propriétaires. L'un dans l'autre, c'est la même misère qui pèse sur tous les paysans pauvres d'Afrique occidentale, c'est la même famine qui menace partout et qui a déjà commencé à faire des victimes.

Depuis que les pluies sont tombées, on parle de moins en moins de ce qui se passe dans les campagnes. Mais nous savons, même ici parce que nos familles ne cessent pas de lancer des appels au secours, que ce qui s'y passe est grave. Le manque de nourriture et le manque d'argent pour en acheter est peut-être même plus grave que l'année dernière en pleine sécheresse.

Alors, bien sûr, nous aiderons les nôtres comme nous le pouvons. Mais nous devons nous demander pourquoi cette sécheresse a fait tant de malheur parmi les paysans pauvres. Et aussi pourquoi cette même sécheresse a en même temps profité à d'autres. Chacun sait, par exemple, que quantité de dioulas se sont enrichis en vendant plus cher le mil qu'ils avaient en réserve depuis l'époque où ils pouvaient en acheter aux paysans pauvres à bas prix. Chacun sait également que de nombreux hauts fonctionnaires se sont enrichis dans tous les pays d'Afrique occidentale en organisant le marché noir du riz, et cela, en volant et en vendant cher le riz envoyé au titre du secours international pour être distribué gratuitement aux affamés ! Ainsi donc, la sécheresse a poussé vers la misère et la famine ceux qui étaient déjà pauvres et enrichi ceux qui étaient déjà des privilégiés.

Mais il n'y a pas que l'exemple des dioulas et des fonctionnaires parmi ceux que la sécheresse n'a pas frappé bien au contraire. Il y a aussi les propriétaires terriens de la vallée du Sénégal ou les paysans riches qui avaient du matériel agricole moderne. Pendant que le paysan pauvre, utilisant sa seule daba, a eu des récoltes insuffisantes après avoir travaillé du lever au coucher du soleil, les paysans riches utilisant du matériel agricole ont eu des récoltes qu'ils ont pu vendre à bon prix. Comme ils avaient de l'argent, ils ont souvent pu embaucher des paysans pauvres à leur service. Ceux-ci, qui étaient libres jusqu'ici, sont maintenant contraints par la faim de travailler sur les terres des autres.

Et, comme si le parasitage des dioulas, des propriétaires terriens là où il y en a, et des fonctionnaires corrompus ne suffisait pas, l'Etat intervient encore pour piller les pauvres. Même dans les régions les plus touchées par la faim, les impôts n'avaient pas été supprimés. Les gouvernements envoient les gendarmes là où les Comités de village refusent de payer l'impôt parce qu'il ne reste plus rien aux villageois.

Et tout le monde sait que ces impôts ne sont pas utilisés pour creuser des puits, pour construire des canaux, afin de combattre le manque d'eau ; ils ne sont pas utilisés pour alléger le sort des paysans pauvres.

Ils sont utilisés pour permettre à la caste des hauts fonctionnaires, aux ministres, aux dirigeants de vivre et de bien vivre. Pendant que les paysans pauvres n'avaient rien à manger, l'argent qu'on leur avait extorqué faisait vivre les dignitaires des régimes de Dakar, de Bamako ou de Nouakchott.

Ces impôts sont encore utilisés pour payer les gendarmes, les militaires, les commandants de cercle dont l'activité principale est de... faire rentrer les impôts.

Et enfin, ces impôts volés aux pauvres sont encore utilisés pour aider les riches capitalistes, comme le fait par exemple Senghor qui subventionne, sur le budget de l'Etat, l'installation de grandes sociétés capitalistes à M'Bao, dans le Cap-Vert.

Les paysans pauvres ne peuvent combattre efficacement les malheurs de la nature qu'en se débarrassant d'abord de tous les parasites qui sucent leur sang. Il faut mettre toutes les bonnes terres, tout le matériel agricole à la disposition des paysans pauvres. Il faut supprimer les impôts qui pèsent sur les paysans pauvres et sur les travailleurs, par contre, imposer très fortement les riches des campagnes comme ceux des villes. Il faut utiliser l'argent pris aux privilégiés du pays et, surtout, aux grandes sociétés impérialistes — les Lesieur, les MIFERMA —, pour creuser des puits et des canaux, pour consolider les digues et les barrages du Sénégal, pour doter les villages d'un minimum d'équipement agricole. Il faut débarrasser la société de ces milliers de gendarmes, de militaires, de fonctionnaires qui coûtent cher et ne servent à rien.

Autrement dit, il faut un pouvoir qui soit au service des pauvres contre les riches, et pas l'inverse, comme actuellement. Ce pouvoir, les paysans pauvres peuvent le conquérir. A condition de s'allier avec la seule classe sociale qui, dans les grandes villes où se trouve le coeur du pouvoir et où sont prises les décisions, n'a aucun intérêt commun avec les exploités et les oppresseurs des paysans. Cette classe, c'est celle des ouvriers des villes.

Lorsque les ouvriers des villes, des mines et la masse des paysans pauvres mettront ensemble leur force pour balayer les parasites de la société africaine, lorsqu'ils contrôleront la vie économique et sociale comme il leur convient et non pas comme il convient aux exploités, alors les catastrophes naturelles n'auront pas des conséquences aussi graves sur le sort des paysans pauvres que celles qui s'abattent aujourd'hui sur l'Afrique.

QUELS INTERETS DEFENDENT LES MARABOUTS ?

La préparation du pèlerinage de 1974 commence dès maintenant en Mauritanie, au Mali, au Sénégal comme dans toute l'Afrique musulmane. Elle a commencé en France même dans les foyers où des agences de voyage offrent l'aller-retour à La Mecque. Il y a, tous les ans, quelques dizaines de travailleurs qui dépensent des sommes durement gagnées pour pouvoir toucher la Kaba.

Mais, en Afrique même, les préparatifs au pèlerinage ne touchent pas directement les travailleurs ou les paysans pauvres. Même en temps normal, bien rares sont ceux qui peuvent mettre de côté, au prix de grandes privations, de quoi payer le voyage à La Mecque.

Même en temps normal, il n'y a guère que les marabouts, des féodaux, des grands commerçants qui peuvent postuler au titre de El Hadj. A plus forte raison cette année de misère et de famine qui est la nôtre.

Mais, si les pauvres n'ont guère l'occasion de penser à aller à la Mecque, par contre, tout le monde est touché par la propagande entretenue à cette occasion à grand renfort de publicité diverse.

Les discours des marabouts sur la fraternité de tous les musulmans devant dieu, sur la nécessité de prier et d'accepter le sort que dieu a prévu pour chacun, sur la récompense qui attend les pieux au paradis, se multiplient par les temps de pèlerinage, plus encore que d'habitude. Des centaines de milliers de paysans pauvres, de travailleurs se laissent abuser par ces discours.

Tous les musulmans seraient-ils donc des frères, comme le prétendent les marabouts ? mais il faut croire qu'il y a des frères riches et des frères pauvres, que les frères riches non seulement laissent les pauvres dans la misère, mais sont justement riches de la misère des autres.

Des centaines de marabouts, justement, vivent de l'exploitation de ceux qu'ils osent appeler leurs frères. Les plus grands marabouts ont à leur service des dizaines, voire, pour certains, des centaines de talibés. Ces talibés, que leurs parents donnent à leur jeune âge au marabout pour qu'ils apprennent le coran, sont en fait, pendant des années, des esclaves au service du marabout. C'est eux qui travaillent la terre, c'est eux qui gardent le bétail — mais c'est le marabout qui garde tous les biens produits. Les plus grands marabouts — comme celui de Touba, par exemple, un des principaux producteurs d'arachide grâce au travail de ses talibés, un des grands fournisseurs de la société capitaliste française Lesieur — sont de véritables grands seigneurs féodaux, exploitant durement des centaines de fils de paysans pauvres. Et c'est justement souvent par leur intermédiaire que les trusts impérialistes s'approprient le fruit du travail des paysans pauvres. Même en dehors des grands marabouts de Touba, de Dakar, de Madina ou de l'imam de Nouakchott, combien de marabouts moyens possèdent des moutons, des veaux, des chèvres, combien sont-ils à avoir des chameaux et des chevaux, combien sont-ils à avoir des stocks de mil ou de riz dans leurs magasins, même maintenant, par ce temps de sécheresse où le bétail est mort et où le grain manque chez les paysans pauvres ? Pourtant, aucun de ces marabouts n'a jammis gardé lui-même le bétail. Aucun n'a manié la daba, et d'ailleurs aucun autre instrument, sauf peut-être le fouet pour frapper les talibés qui ne travaillent pas assez vite.

Alors, quelle confiance les paysans pauvres peuvent-ils accorder aux conseils de ces gens-là ? Il est évident que les conseils des marabouts ne peuvent aller que

dans le sens de la consolidation de leurs privilèges sur le dos justement des paysans pauvres. Comment le marabout pourrait-il aider un paysan pauvre à supprimer, ou même seulement adoucir son exploitation, puisque lui, le marabout, il vit justement de cette exploitation ? Et c'est encore pourquoi les marabouts s'entendent si bien avec les grands commerçants, avec les féodaux : ils vivent tous sur le dos des mêmes paysans pauvres, ils ont tous intérêt à ce que ces derniers acceptent leur sort sans se révolter.

Mais c'est aussi pourquoi tous les privilégiés aident les marabouts à mener leur propagande religieuse, car il est de l'intérêt de tous les privilégiés que la masse des travailleurs et des paysans pauvres ait l'espoir que leur sort changera après la mort, au paradis, car, comme cela, ils seront moins tentés de vouloir changer leur sort tout de suite. Il est de l'intérêt des privilégiés que les exploités les considèrent comme des frères et non comme des ennemis mortels qu'ils sont. Il est de l'intérêt de tous les privilégiés que les exploités écoutent les marabouts qui prêchent la résignation, la patience devant le malheur, la soumission devant les puissants de ce monde.

"La religion est l'opium du peuple", a dit à l'époque Marx. C'est vrai de toutes les religions, musulmane comme chrétienne. Elle est utilisée par les privilégiés, les riches pour endormir les exploités et les opprimés.

Rien d'étonnant alors à ce que les grands féodaux et les riches commerçants fassent semblant d'être de si pieux musulmans et à ce qu'ils préparent si ostensiblement leur voyage à La Mecque. Il est vrai que, pour les commerçants, le pèlerinage à La Mecque a encore un autre avantage, qui n'est pas religieux lui non plus : les radios ou les magnétophones coûtent moins cher à Djidjah qu'en Afrique ou en France. Et, de plus, ils peuvent les vendre plus cher comme objets venus de La Mecque quand bien même il s'agit de transistors fabriqués au Japon.

* - Rien d'étonnant non plus à ce que les Etats favorisent tant toutes les manifestations de la vie religieuse et, en particulier, la préparation du pèlerinage. Les gouvernements sont incapables de trouver des moyens de transport pour transporter de la nourriture dans les villages en proie à la famine, ils ont par contre tous trouvé de quoi transporter les pèlerins.

Les travailleurs ne doivent pas se laisser abuser par ces marchands de mensonges que sont les marabouts, ni par les frères en fortune de ceux-ci, les privilégiés de toutes sortes. Ce sont des ennemis des travailleurs et des paysans **pauvres**.

CONGO, NIGER

EN BREF D'AFRIQUE...

On ne se prétend pas un "gouvernement révolutionnaire", on ne se réclame pas du "socialisme", on ne s'appuie pas sur un parti qui se dit Parti Congolais du Travail sans quelques petits inconvénients. C'est probablement pour sauvegarder son "image de marque" que N'Gouabi n'est pas venu en personne le mois dernier pour participer, aux côtés de Senghor, de Houphouët Boigny, de Diiori Hamani, etc., au grand marchandage avec Pompidou baptisé "réunion des chefs d'Etat d'Afrique francophone". Mais, s'il n'est pas venu avec les autres, le dictateur du Congo-Brazzaville est venu tout seul ce mois-ci pour marchander avec Pompidou de nouveaux accords de coopération.

L'étiquette "socialiste" ne suffit pas pour tromper ceux que le régime opprime et qui continuent à être exploités au profit de l'impérialisme français. Aussi N'Gouabi a-t-il besoin d'une armée, d'une police — donc d'argent. Alors, il vient de frapper à une porte derrière laquelle il compte en trouver : celle de l'impérialisme français. On ne sait évidemment pas ce qu'il a obtenu. Mais si le nouvel accord de coopération est signé, N'Gouabi aura à nouveau de quoi organiser la chasse aux oppositionnels, de quoi briser des grèves comme celle de la sucrerie Jacob, de quoi liquider des maquis comme celui de feu Diawara...

oOo

Le Niger connaît une véritable vague d'agitation dans les lycées. Le lycée national de Niamey est en grève illimitée. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes du pays.

A ce mouvement de mécontentement, le gouvernement de Diiori Hamani répond par la répression tout comme firent ses compères Ould Daddah en Mauritanie l'année dernière ou Senghor au Sénégal en 1968. L'Union des Scolaires est dissoute. Un procès se prépare contre des enseignants coupables d'avoir distribué "des tracts insidieux". Les manifestations sont réprimées par les forces de l'ordre.

Moins que jamais le régime du Niger, comme tous ceux d'Afrique ne veut tolérer un mouvement de mécontentement quel qu'il soit, car la corruption et la pourriture de l'Etat, de la tête aux pieds, apparaissent devant l'écrasante majorité de la population plus révoltantes encore que d'habitude, du fait de la sécheresse. Cette sécheresse, qui touche gravement le Niger, a été l'occasion pour le gouvernement de décider un véritable impôt nouveau, frappant tout le monde, sous le nom de "fonds de solidarité". Si encore cet argent aidait ceux qui sont menacés par la famine ! Mais ce n'est même pas le cas. Les opérations d'aide constituent en réalité, pour ceux qui en sont chargés, une nouvelle occasion de s'enrichir. Les grains envoyés comme secours sont vendus. Des fonctionnaires s'enrichissent de la faim des paysans. Partout ce n'est que détournement et corruption. La richesse pour les uns, la misère et la mort pour les autres.

Alors, il suffirait de bien peu de choses pour que la révolte éclate parmi les paysans et les éleveurs, principales victimes de la famine comme des fonctionnaires corrompus. Le gouvernement ne veut pas prendre le risque que le mécontentement des élèves puisse être l'étincelle qui mette le feu dans les campagnes.

La répression parvient peut-être à freiner le mouvement des étudiants. Mais elle ne pourra rien contre la grande masse des opprimés, des affamés des villes et des campagnes qui ont la force de chasser les affameurs et de balayer tout ce régime social de charognards.

(Extrait du Taballé)

QUAND TOMBALBAYE VEUT SE DONNER DES APPUIS

On se souvient de l'initiative du dictateur tchadien Tombalbaye de créer un " mouvement national pour la révolution culturelle et nationale " le 27 août dernier. Maintenant, Tombalbaye a commencé, au nom de ce mouvement, à engager une campagne pour le " rétablissement des traditions tchadiennes que le colonialisme a volontairement balayées.

Ce genre de sorties verbales contre le colonialisme dont Tombalbaye s'est fait une spécialité depuis quelques mois semble toujours d'une hypocrisie écoeurante dans la bouche d'un homme qui s'est distingué dans le passé comme un des plus plats valets de l'impérialisme. Il faut dire que même maintenant s'il pousse la démagogie jusqu'à expulser quelques missionnaires de ci de là, il se garde bien d'en faire autant avec la société cotonnière du grand capitaliste français Boussac, qui continue à exploiter les paysans pauvres du Tchad comme par le passé

Cette subite exaltation des " traditions tchadiennes ", l'obligation des rites d'initiation pour tous, même pour ceux qui ont passé depuis longtemps l'âge, ne sont cependant pas à mettre au seul compte des coups de folie d'un dictateur sanguinaire. Ces mesures, avec d'autres, complètent les décisions prises en faveur du renforcement de l'autorité des anciennes chefferies et la cour éhontée faite par Tombalbaye à tout ce qui se survit au Tchad des autorités hiérarchiques du passé: féodaux, chefs, vieux.

Tombalbaye voudrait bien avoir une petite marge de manoeuvre à l'égard de ses protecteurs de Paris. Mais il sait qu'il est haï par tous les paysans pauvres du pays, par toutes les minorités ethniques, et même par une grande partie des couches petites bourgeoises citadines. Il l'est à cause des exactions de sa dictature, à cause des troupes de l'impérialisme français présentes à son appel, à cause des impôts exorbitants. Alors, il essaye de gagner une petite base sociale en s'appuyant sur ce qu'il y a de plus suranné dans la société tchadienne. Il essaye de faire ce que sont finalement presque tous les régimes africains: contre leurs opprimés, s'appuyer à l'intérieur sur la chefferie traditionnelle et, à l'extérieur, sur l'impérialisme.

Il y a tout de même de quoi méditer sur la leçon. La facilité avec laquelle les Tombalbaye passent de l'exaltation du colonialisme à celle des "institutions traditionnelles séculaires d'Afrique" — et, souvent, vice versa — montre que les deux se complètent d'une certaine manière. En réalité, seuls les réactionnaires, c'est-à-dire ceux qui veulent maintenir la masse des exploités et des opprimés d'Afrique dans la misère, peuvent prétendre que c'est au nom des traditions du passé qu'il faut engager le combat contre l'emprise des anciennes puissances coloniales.

C'est faux, cent fois faux. L'Afrique ne doit pas se complaire dans la misère du passé, dans des rites superstitieux et malsains, sous l'autorité absolue de féodaux, de marabouts ou de sorciers en tout genre. Les masses exploitées d'Afrique n'ont pas seulement le choix entre l'oppression d'un système hiérarchique d'un autre âge ou l'oppression plus ou moins ouverte des forces de répression des anciennes puissances coloniales — ou, généralement d'ailleurs, des deux en même temps. Elles ont droit à la civilisation, au progrès, à la culture, à la liberté, au bien-être. Elles se sont fait assez exploiter pour avoir leur part des richesses existantes dans ce monde. Mais tout cela, ni Tombalbaye, ni même des combattants plus radicaux de l'"africanisme", comme un Jomo Kenyata ne peuvent le leur donner. Alors, malgré eux, contre eux, les exploités africains partiront un jour à la conquête de leurs droits. Et, dans le combat pour leur avenir, ils balayeront alors toutes les chouettes du passé.

COMBATTRE L'INFAMIE RACISTE

Les attentats racistes contre des travailleurs émigrés non seulement n'ont pas cessé, mais un nouvel attentat particulièrement horrible a été perpétré à Marseille. Une bombe déposée au consulat algérien a fait plusieurs morts et de nombreux blessés. Le but des auteurs de l'attentat était clair : ils voulaient tuer, aveuglément, sachant que l'explosion, à l'heure où elle devait se produire, ne pouvait tuer que des travailleurs algériens.

L'attentat a pu se produire une fois de plus en raison de la passivité de la police. Cette même police, si vigilante lorsqu'il s'agit de chercher des ennuis à des travailleurs émigrés, mais qui n'a réussi à retrouver aucun des auteurs des nombreux attentats, parfois meurtriers, qui ont eu lieu depuis le début de l'année.

Jusqu'ici, les victimes des agressions racistes étaient presque toujours des travailleurs nord-africains. Mais nous savons que les criminels racistes peuvent frapper aussi bien des travailleurs africains. Nous savons aussi, pour en avoir souffert tous les jours, que le racisme, sous forme moins violente peut-être, nous entoure partout, bien souvent même à l'usine. Et si quelques fascistes osent aller jusqu'à l'assassinat, c'est parce qu'ils pensent être compris par tous ceux qui se contentent de simples réflexions ou d'attitudes racistes.

Bien sûr, c'est aux organisations qui se réclament des travailleurs, les organisations politiques de gauche, les organisations syndicales, de combattre et d'extirper le racisme. Ceux qui en sont les victimes directes peuvent organiser leur auto-défense, mais ne peuvent pas, seuls, annihiler le racisme et les racistes. Mais, même sur ce plan, nous pouvons faire beaucoup de choses. Devant chaque manifestation du racisme, nous pouvons et nous devons mettre les organisations ouvrières devant leurs responsabilités en leur signalant chaque cas, en exigeant qu'elles interviennent. Nous ne devons pas nous renfermer sur nous-mêmes. Dans le combat contre le racisme, nous devons entraîner tous les travailleurs, quelle que soit leur origine, quelle que soit la couleur de leur peau. Car, en fait, les fascistes qui s'appuient sur les préjugés racistes sont les ennemis mortels de tous les travailleurs, même de ceux qui s'appellent Dupond ou Durand, même de ceux dont la peau est blanche. Ceux qui s'appuient sur le fumier du racisme pour tenter de se hisser au pouvoir rêvent d'un régime pourri où les travailleurs seraient esclaves du Capital, plus encore que maintenant. Ceux qui, parmi les travailleurs français, ont la moindre sympathie pour les idées racistes sont non seulement des imbéciles, mais encore ils aident les pires ennemis des travailleurs.

Voilà ce que nous devons expliquer autour de nous. Voilà pourquoi la lutte contre toutes les formes du racisme est le devoir de tous les travailleurs.

POUR POSSEDER LES RICHESSES DU SOUS-SOL EXPROPRIER LES TRUSTS CAPITALISTES !

Depuis quelques semaines, il y a une crise du pétrole dans les pays impérialistes d'Occident. La presse et la radio ne cessent de répéter que l'approvisionnement en pétrole deviendra plus difficile dans l'avenir, qu'il y aura moins de produits pétroliers, et que qu'il y aura devra se vendre bien plus cher que jusqu'ici. Certains gouvernements ont pris des mesures pour interdire la circulation automobile le dimanche afin d'économiser les stocks d'essence ; d'autres encore, comme le gouvernement français, ont limité la vitesse de circulation, ou encore font des économies sur le chauffage ou l'éclairage des lieux publics. Certains grands capitalistes ont tiré prétexte des conséquences du manque de pétrole pour mettre en chômage forcé leurs ouvriers pendant plusieurs jours comme chez Citroën ; d'autres commencent à mettre à la porte des travailleurs émigrés comme chez Peugeot.

Parmi bien d'autres mensonges — comme, par exemple, celui de prétendre que les sources de pétrole s'épuisent, ce qui est tout à fait faux —, des imbéciles racistes prétendent que c'est la faute des pays arabes producteurs. D'autres prétendent la même chose, mais pour en faire un titre de gloire. C'est ainsi que bien des publications qui se prétendent amies des opprimés des pays du tiers-monde affirment que les difficultés pétrolières des pays impérialistes constituent une revanche des pays opprimés qui, en privant de pétrole les pays impérialistes, peuvent enfin leur imposer leurs conditions.

Même si la raréfaction du pétrole et le renchérissement de son prix étaient entièrement dus à la volonté de Fayçal d'Arabie, du Shah d'Iran ou de l'émir du Koweït, on ne voit vraiment pas en quoi cela constituerait une revanche pour les masses opprimées d'Arabie Saoudite ou du Golfe persique, ni surtout en quoi cela pourrait améliorer leur sort. Les masses travailleuses d'Arabie, comme de tous les pays sous-développés, ne pourraient contrôler la richesse de leur sous-sol et s'en servir au mieux de leurs intérêts qu'à la condition de se débarrasser de tous les potentats milliardaires, dont les intérêts sont indissolublement liés à ceux des impérialistes.

Mais, justement, même si des potentats arabes se servent, dans une certaine mesure, de l'"arme du pétrole" comme moyen politique, ils le font avec la tolérance, sinon sur les recommandations des véritables maîtres du pétrole, les grands trusts internationaux du pétrole.

Ce sont ces trusts-là (comme Esso, Shell, Texaco, etc.), pour la plupart américains, qui contrôlent la production, le transport, le raffinage, la distribution du pétrole dans le monde entier. Ils réalisent déjà des profits gigantesques mais ils voudraient les accroître encore plus, afin de pouvoir construire de nouvelles raffineries, de nouveaux pétroliers géants, de nouveaux pipe-lines, afin encore de pouvoir acheter d'autres sources d'énergie, comme le charbon ou l'énergie atomique. Pour cela, ils ont décidé d'augmenter leurs prix. La meilleure façon d'y arriver, c'est de prétendre qu'il n'y a pas assez de pétrole, et donc que ceux qui en ont doivent se considérer favorisés, même s'ils payent plus cher.

Voilà pourquoi ils s'accrochent si bien des mesures de restriction prises par le Shah ou les émirs ; non seulement ils seront parvenus plus facilement à leur but, mais encore, ils peuvent dire que tout cela, c'est la faute des pays arabes. Mais on verra que même lorsque les mesures de restriction prises par les pays arabes à titre pro-

visoire cesseront, le pétrole restera toujours aussi rare et cher.

Seuls les menteurs qui veulent couvrir les agissements des trusts, ou encore les imbéciles, peuvent donc prétendre que la "guerre du pétrole" a été déclenchée par les pays producteurs pauvres contre les puissances impérialistes riches. Elle a été en fait déclenchée par les trusts impérialistes contre les consommateurs. Ce seront les consommateurs, et en particulier les travailleurs, qui devront, dans l'avenir, payer plus cher non seulement l'essence, le chauffage et l'électricité, mais encore tous les produits industriels dans la fabrication desquels le pétrole intervient, soit comme matière première, soit comme source d'énergie. Ce seront encore les travailleurs qui seront licenciés si la rapacité des trusts du pétrole conduit à une aggravation de la situation économique.

Et, s'il y a une conclusion à tirer de cette "guerre du pétrole", c'est que les travailleurs des pays sous-développés et les travailleurs des pays impérialistes sont victimes des mêmes grands trusts capitalistes. Les premiers s'échinent à extraire du sol de leur pays des richesses qui ne leur profitent en rien, et dont le bénéfice va su tout dans les poches des capitalistes occidentaux et, dans une moindre mesure, dans la poche des dictateurs de leur pays. Les seconds sont également exploités dans les usines européennes ou américaines de ces mêmes trusts et sont également excroqués en tant que consommateurs.

C'est bien la raison pour laquelle les travailleurs de tous les pays doivent unir leurs forces pour exproprier les grands trusts capitalistes partout où ils se trouvent, les puits d'Arabie Saoudite comme les raffineries du Havre et les pétroliers qui sillonnent les mers, afin que les richesses extraites à la sueur du front des ouvriers, raffinées, transportées grâce à leurs efforts puissent enfin leur profiter au lieu d'engraisser quelques capitalistes.!

LES LOCATAIRES DU 49 A LA PREFECTURE : ASSEZ DE PROMESSES

Les travailleurs africains locataires du foyer du 49 avenue Leon-Gaumont (Paris 20°) en grève des loyers avaient manifesté le samedi 15 décembre pour la première fois avec leurs propres banderoles devant la préfecture de Bobigny. Il y avait une centaine de participants qui réclamaient leur relogement, soutenus par la municipalité de Montreuil, en présence du maire adjoint et des journalistes.

Les locataires ont été reçus par un attaché du préfet. Mais celui-ci chante toujours la même chanson : aucune solution n'a encore été trouvée car il n'y a pas de terrain disponible ; il faut que les locataires dressent une liste complète de tous les occupants du 49 et c'est seulement à partir de là qu'on pourrait construire un foyer ... provisoire et mobile, car un foyer en dur demande deux ou trois ans etc...

Vraiment, ces messieurs de la préfecture ont un culot monstre ! Cela fait plus de deux ans que les locataires du 49 sont en grève ; cela fait deux ans qu'ils réclament des conditions de logement décentes... et cela fait deux ans qu'on leur répète les mêmes discours !

Une fois de plus, seule une promesse est sortie des entretiens à la préfecture : la promesse de répondre aux revendications à la fin du mois de décembre.

Mais cette fois-ci, assez de promesses. S'il n'y a toujours pas de réponse à la fin décembre, la réaction risque d'être plus violente. Et ceux du 49 auront alors le soutien des travailleurs d'autres foyers, car la revendication de conditions de logement et d'hygiène correctes concerne tous les travailleurs africains en foyer sans exception.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge ; qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas ; qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmanes, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples et pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le lui prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner eux-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'ils puissent eux-mêmes partir à la conquête du pouvoir.